

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

**SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM**

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

 Pour une approche africaine des technologies de l'information
 Sylvestre Ouédraogo 31

 Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
 Partha Pratim Sarker 35

 E-commerce : du mirage économique au miracle social
 Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

 Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
 Michel Egger 81

 Téléservices au Mali : l'art du détournement
 Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

 Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
 Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

| | |
|--|-----|
| Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i> | 95 |
| « Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahima Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i> | 113 |
| Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i> | 123 |
| Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i> | 127 |
| Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i> | 131 |
| DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i> | 135 |
| Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i> | 141 |
| Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i> | 145 |
| ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i> | 149 |
| La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i> | 151 |

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

| | |
|--|-----|
| La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i> | 159 |
| Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i> | 185 |
| Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i> | 189 |
| La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i> | 195 |
| Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i> | 201 |
| La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i> | 207 |
| Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i> | 219 |
| Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i> | 223 |

La perspective d'un avenir meilleur pour tous

La «révolution numérique» façonne la société de l'information du XXI^e siècle. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) permettent de véhiculer des informations, des images et des sons en quelques fractions de seconde. La distance est annulée; ces canaux d'information permettent de communiquer interactivement.

Cette révolution concerne tous les aspects de notre vie : notre manière d'apprendre, de travailler et de communiquer. Elle touche également les interactions entre les gouvernements, les entreprises privées et la société civile.

La «révolution numérique» ouvre de nouvelles perspectives à ceux qui savent en tirer parti de manière efficace. D'autre part, elle risque d'exclure certains de ses bienfaits, d'aggraver les inégalités existantes et de creuser davantage le «fossé numérique» entre les personnes ayant accès aux TIC et celles qui en sont dépourvues.


Le «clivage numérique» correspond à un fossé social, culturel et politique plus profond. Voilà pourquoi l'expression «révolution numérique» ne reflète qu'une partie de la réalité. La «société mise en réseau» illustre les conséquences sociales de la «révolution numérique». Les améliorations substantielles de la technique de mise en réseau touchent les organisations sociales, culturelles, économiques et politiques. Il existe de nombreux exemples de partenariats entre plusieurs acteurs (*multi-stakeholder partnerships*) et de réseaux qui relient sur un pied d'égalité les gouvernements, la société civile et des partenaires du secteur privé dans un but d'interaction, d'échange des savoirs et de mesures communes.

Un partenaire au Bangladesh a comparé les TIC avec un couteau «à double tranchant»: un instrument précieux dans le quotidien et dans le ménage, mais qui détruit s'il est mal utilisé. Les TIC n'agissent pas «pour» ou «contre» le développement et l'atténuation de la pauvreté. En revanche, elles sont un instrument efficace pour transformer les informations en savoirs et contribuent à rendre les programmes de développement plus efficaces et plus efficaces. En outre, les TIC permettent de mobiliser de nouvelles ressources et de donner des impulsions au développement. Elles peuvent faciliter la communication interculturelle et, partant, améliorer la prévention des conflits.

L'intégration des TIC dans une vision vaste et une approche globale permet de créer un meilleur avenir pour tous.

Walter FUST

*Directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC)
et président du comité exécutif de Global Knowledge Partnership (GKP)*



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.